

- à une détermination raisonnablement cohérente et ferme à appliquer des politiques monétaires et fiscales judicieuses;
- à l'importance grandissante du commerce pour ces économies et, réciproquement, à leur influence croissante sur les flux commerciaux régionaux et internationaux. Par exemple, la liste des 30 premiers pays exportateurs inclut la Chine, Taïwan, la Corée, Singapour, le Mexique, la Malaisie, le Brésil, la Thaïlande et l'Indonésie. Plusieurs d'entre eux ont aussi fait leurs preuves comme exportateurs de services commerciaux¹⁴;
- à l'aptitude manifeste de bon nombre de ces États à obtenir des capitaux sur les marchés internationaux et à attirer l'investissement étranger direct, conjuguée à un régime relativement ouvert de réglementation de l'investissement. Par exemple, en 1993, les prêts privés, l'investissement étranger direct et les placements de portefeuille à échéance non déterminée comptaient pour plus de 80 % des ressources financières nettes injectées en Amérique latine et en Asie orientale/Pacifique¹⁵. De 1989 à 1993, l'Amérique latine et l'Asie orientale/Pacifique ont reçu 70 % du total cumulé des capitaux privés investis dans les pays les moins développés¹⁶. Pour leur part, les sociétés canadiennes possèdent d'énormes investissements directs à long terme dans plusieurs pays de

¹⁴ GATT, 1994, pp. 8-9. Par ailleurs, 17 des 30 premiers marchés d'exportation du Canada appartiennent à la zone 2. Ce sont : la Corée du Sud, la Chine, Taïwan, le Mexique, Hong Kong, le Brésil, le Venezuela, l'Arabie saoudite, l'Indonésie, la Thaïlande, Singapour, l'Iran, l'Inde, l'Algérie, la Colombie, la Malaisie et le Chili (dans l'ordre décroissant).

¹⁵ Banque mondiale, **World Debt 1993-94**, Vol. I, p. 5.

¹⁶ Les économies en transition d'Europe et d'Asie centrale en ont absorbé environ un cinquième. En d'autres termes, de 1989 à 1993, l'Argentine, le Brésil et le Mexique ont bénéficié de près de 40 % du total des investissements obligataires (bruts) de longue durée effectués dans les pays en développement. Parallèlement, plus de la moitié des placements de portefeuille faits dans ces pays est allée à trois pays entre 1989 et 1993, soit au Brésil, au Mexique et à la République de Corée. La même période, cinq pays (Argentine, Chine, Malaisie, Mexique et Thaïlande) ont reçu plus de la moitié du total des investissements étrangers directs (IED) réalisés dans l'ensemble des pays en développement. Voir la publication de la Banque mondiale, **Debt Tables 1994-95**, Vol. I, pp. 9-10. Il faut souligner que dans le cas de la Chine, une partie des IED est constituée des capitaux de la République populaire de Chine elle-même réinjectés indirectement dans ce pays par le canal de Hong Kong pour profiter du traitement plus avantageux réservé par la Chine à l'investissement « étranger ». C'est le phénomène des « opérations circulaires ».